

Souffles

REVUE CULTURELLE ARABE DU MAGHREB

1er mai



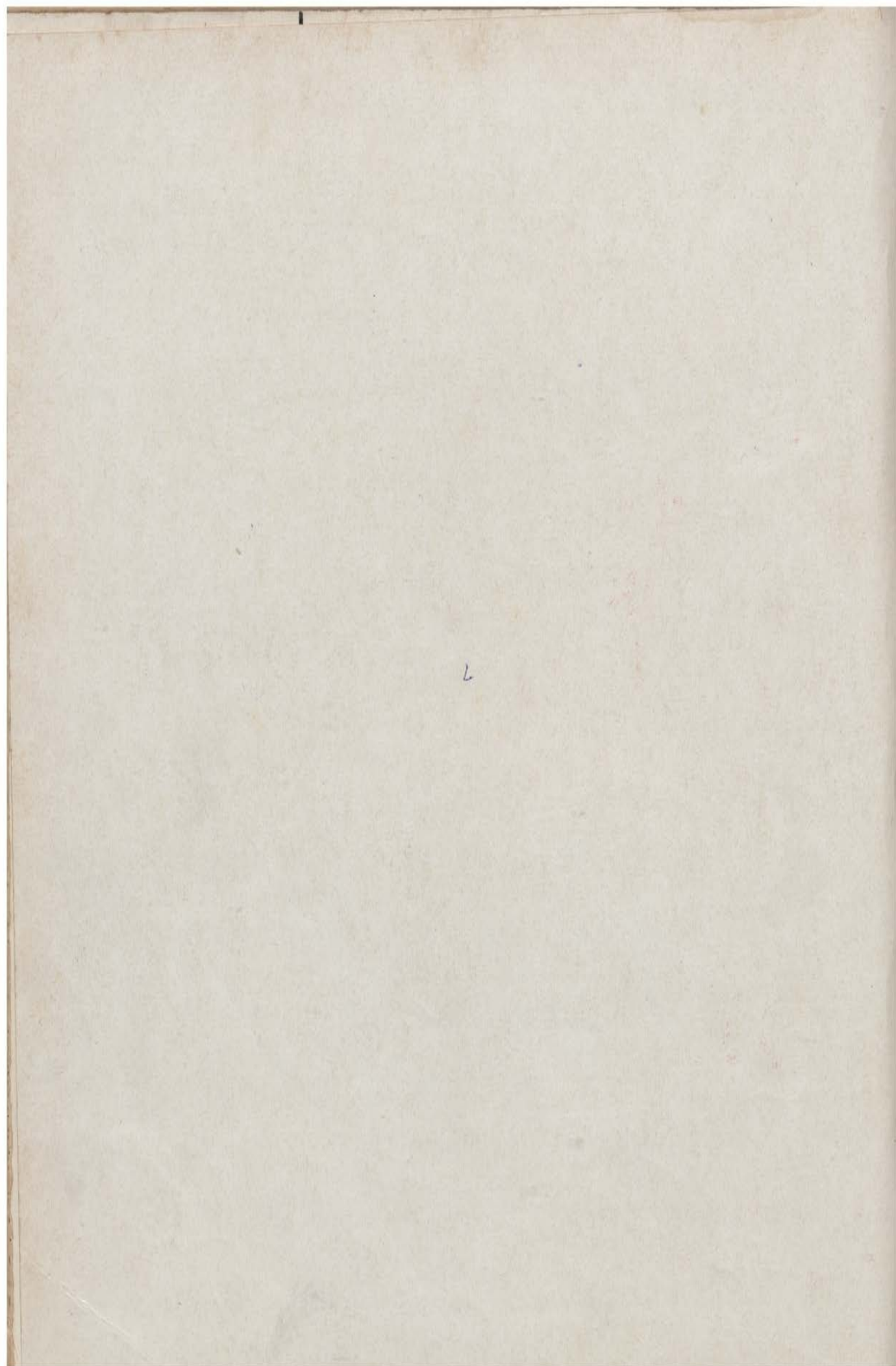
1er mai

1er Mai et centenaire de Lénine - la lutte des classes en Egypte

N°18

Nous et la francophonie - Ne pleure pas, hurle.

3DH





SOUFFLES : revue culturelle arabe du maghreb
(6 numéros par an)

C. C. P. : 989.79 — Téléphone : 235-92

siège social : 4, Avenue Pasteur - Rabat - Maroc

responsable : abdellatif laâbi

SOMMAIRE

Editorial	2	Pour la révolution palestinienne
LUTTES OUVRIERES	4	abraham serfaty 1er mai et centenaire de Lénine
NATION ARABE	9	abdelkrim dhofari la lutte des classes en égypte de 1945 à 1968 de Mahmoud Hussein
ACTION IDÉOLOGIQUE	21	NOUS ET LA FRANCOPHONIE
	23	hassan benaddi - francophonie et néo-colonialisme
	26	a. serfaty - la francophonie contre le développement
	35	a. laâbi littérature maghrébine actuelle et francophonie
	38	document - les institutions de la francophonie
SOUFFLES-LITTÉRAIRES	39	
	40	don l. lee ne pleure pas, hurle (traduction abderrahim youssi)
	53	abdelaziz mansouri ras el mawqaf
	57	tahar benjelloun villes l'œil
	60	ahmed janati al janaza
POSITION	62	a. laâbi - au sujet d'un certain procès de la littérature maghrébine écrite en français.
SOUFFLES ARTS	66	octavio getino et fernando solanas vers un troisième cinéma
	82	a. sanchez-vazquez notes sur Lénine et l'art.
	85	t. benjelloun dieu noir et diable blond de Glauber Rocha
	87	R. "Les enfants du haouz" et "les berêts verts"
BIBLIOTHEQUE-SOUFFLES	88	a. l. "la résistance palestinienne" de Gérard Chaliand
	90	a. mansouri un mot sur Adonis
	93	n. benaddi "Lénine et la philosophie" de Althusser
LIAISON	95	association de recherche culturelle (Rabat) manifeste pour une culture du peuple
	97	théâtre de la mer (Oran) charte
	98	ma culture (Salé) premier bulletin
		réalisation artistique mohammed chebâa
		collaboration ali nouri et a. Hariri

éditorial

pour la résistance palestinienne

La cause révolutionnaire des peuples ne s'est jamais développée de façon rectiligne. Ce n'est qu'après de multiples revers et échecs que les peuples révolutionnaires ont été à même de découvrir la vérité révolutionnaire et la voie correcte vers la victoire finale.

Le peuple palestinien a tiré principalement quatre leçons de la guerre de juin 1967 et des trois années de luttes populaires qui se sont écoulées depuis :

1. il a clairement défini son ennemi, l'impérialisme et ses agents, et il a compris qu'il ne changerait jamais de nature ;
2. une juste ligne d'union nationale est la plus sûre garantie de la victoire finale ;
3. compter essentiellement sur ses propres forces et rejeter toute tutelle arabe ou internationale ;
4. organiser la fusion des forces militaires palestiniennes avec les masses arabes, seul moyen de développer et de sauvegarder la révolution palestinienne.

Aujourd'hui, une nouvelle épreuve est imposée au peuple palestinien : la capitulation de l'Egypte, de la Jordanie, de la Libye et du Soudan devant les sommations soviéto-américaines, capitulation qui revêt la forme de l'acceptation d'un plan de «Paix» — le plan Rogers — dont l'objectif évident est de liquider la résistance palestinienne et d'étouffer le mouvement de libération arabe dans cette région du monde.

Cette faillite de la bourgeoisie arabe portée à bout de bras par le gouvernement soviétique et encouragée dans sa politique de trahison de la cause arabe par l'orientation franchement anti-internationaliste de la politique arabe des dirigeants actuels du P. C. U. S., ne peut nous surprendre. Déjà en 1969, Saleh Raafat, membre du Bureau politique du F. P. D. L. P., pouvait déclarer à «El Houriya» :

«La lutte armée traverse une période dangereuse et il est possible aux forces contre-révolutionnaires de tenter de la liquider par un des deux moyens suivants :

- il est possible que les forces sionistes entreprennent des actions de grande envergure contre les bases des commandos, utilisant à cette fin l'artillerie et les avions en particulier ;
- il est probable aussi que les régimes arabes provoquent une série de confrontations armées avec les organisations de fidayins pour les liquider l'une après l'autre... et plus haut évoquant un troisième moyen, la «solution pacifique imposée» :

- «Nous notons que les quatre grands s'accordent pour dire que la situation au Moyen-Orient est explosive. Certains responsables américains veulent que les entretiens aboutissent rapidement à l'adoption de ce qu'on appelle la solution pacifique et craignent que les résistants ne reprennent l'initiative au cas où ces entretiens se prolongent...»

L'Impérialisme, ennemi des peuples arabes, ne changera jamais de nature.

Dans la lutte, le peuple palestinien a appris à connaître ses amis et ses faux amis ; il peut à présent dénoncer les alliés de l'impérialisme, représentant la contre-révolution arabe, la bourgeoisie capitaliste, les féodaux, les régimes réactionnaires et les capitulationnistes de tout bord, même ceux qui se prévalent encore du prestige de la grande révolution d'octobre.

«Masses Arabes et Palestiniennes... Face aux dangers multiples qui se font jour à travers la résolution du Conseil de sécurité et les projets qui l'amendent et qui l'expliquent, y compris le memorandum soviétique et le projet français, ... nous préserverons la Révolution Palestinienne, nous élèverons le niveau de combat, nous empêcherons que la révolution ne soit paralysée et qu'elle soit liquidée...» («La lutte jusqu'à la victoire», communiqué d'El Fath du 5.2.1969, pages 7 et 8).

Compter essentiellement sur ses propres forces - rejeter toute tutelle arabe ou internationale.

Fort de l'expérience de juin, le peuple palestinien a compris qu'il était la seule force capable de liquider le colonialisme et l'impérialisme. Que signifient pour lui les négociations au sein de l'O.N.U., les solutions du genre plan Tito, memorandum soviétique, projet français, anglais et américain ? Ils ne peuvent être que des marchandages visant à :

- renforcer l'occupation sioniste
- Imposer et développer la tutelle internationale sur les peuples arabes
- étouffer la révolution palestinienne.

Le peuple palestinien a compris que les peuples et nations opprimées ne doivent absolument pas s'en remettre pour leur émancipation à la «sagesse» de l'impérialisme et de ses laquais, que c'est seulement en renforçant leur unité et en persévérant dans la lutte qu'ils triompheront de l'impérialisme. Pour défendre leur indépendance et triompher de l'agression, les peuples arabes doivent compter sur leurs propres forces.

A l'heure où la révolution palestinienne se trouve en danger, prise dans l'étau où veulent l'enfermer les grandes puissances et leurs agents locaux, notre devoir à chacun est de mobiliser toutes nos énergies afin de déjouer le complot tramé contre nos frères palestiniens, et dénoncer toutes les tractations au sommet visant à imposer au Moyen Orient une solution du problème au détriment des peuples palestinien et arabes et au seul profit de l'impérialisme et de son allié naturel, le sionisme.

SOUFFLES

17 août 1970



Hier se portait encore le chapeau du lettré.

Aujourd'hui nul chapeau : on retrousse ses manches.

À côté des machines on écrit des poèmes ;

Et les poètes c'est nous. Nous les ouvriers. (1)

lutt es

ouvrières

4

Nous ne croyions pas si bien dire lorsque, dans la présentation de cette rubrique, nous écrivions que les premiers des poètes étaient les ouvriers. Les vers qui précèdent, que nous conserverons en exergue de cette rubrique, en témoignent.

Le poème que nous présentons ci-dessous en est un exemple concret. Mais, au-delà de la beauté des images et des couleurs, il faut saisir le contenu, et, pour cela, comprendre ce qu'est la sortie du puits pour un mineur dans les pays où sévit l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le mineur a à la fois un des plus beaux métiers qui soient parce que, à chaque instant, il viole la nature dans ses profondeurs, et l'un de ceux où le poids de l'exploitation et de l'aliénation est, par là-même, plus intense. A la sortie de la mine, neuf heures passées au fond, dix tonnes abattues à bout de bras, ou plutôt à bout de marteau-piqueur, le corps et les sens secoués par ses vibrations, l'attention en éveil pour affronter le minerai, en pressentir les faiblesses, surveiller le toit, poser les bois ; à la sortie du puits, peu à peu, la tension retombe, la lumière du jour approche, avec elle la vie quotidienne, la famille, ses joies, mais aussi ses problèmes du pain, de l'habillement, la scolarité des enfants, avec elle, toute la mécanique oppressante du jour, des enceintes gardées, de l'injustice présente.

La suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme ne supprime pas d'un coup le travail pénible, la tension du fond, mais rend l'honneur au travail, la joie et la lumière au jour, même aux jours gris, écoutez, sous la pluie :

Sous la pluie (2)

*L'équipe des hercheurs remonte
Du ciel tout gris tombe la pluie.
Les enfants sous des parapluies
Se hâtent vers l'entrée du puits.*

*Parapluies rouges, parapluies jaunes,
Pétales flottant dans le vent,
Parapluies verts, parapluies bleus,
Lotus bercés des eaux d'automne.*

*La queue leu leu bariolée
S'enroule comme un beau tableau
Bravant le vent, bravant la pluie
Plus belle que la roue du ciel.*

*Ils font le rond devant la porte
Comme enguirlandée de corolles,
Touffes de pivoines ouvertes
En triomphe aux héros offertes.*

(1) et (2) Textes parus in «Poètes du peuple chinois». P. J. Oswald 1969.





1er mai **et centenaire** **de lénine**

La classe ouvrière marocaine, et avec elle les forces progressistes du pays, ont célébré successivement le Centenaire de V. I. Lénine, fondateur du premier Etat prolétarien, et le 1er Mai, journée internationale de lutte des travailleurs.

Il n'est pas inutile de rappeler les liens profonds entre ces deux événements. Dès l'émergence du prolétariat industriel au début du XIX^e siècle, les ouvriers eurent conscience de leur solidarité contre l'exploiteur capitaliste. Ce fut à la demande de la 1^{ère} Internationale que Marx rédigea le Manifeste Communiste qui se terminait par l'appel historique : «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!».

Cependant, le lien entre la lutte spontanée de la classe ouvrière et la conscience révolutionnaire se frayait lentement un chemin dans cette phase du capitalisme triomphant. Après l'écrasement de la Commune de Paris en 1871, le mouvement ouvrier reprit lentement des forces en Europe et aux Etats-Unis. Les années 1880 étaient celles où le capitalisme, devenu impérialisme, étendait sa loi de fer et de sang sur le monde et se heurtait en même temps, sur ses propres bases, à la résistance consciente de la classe ouvrière. C'était le moment, pour ce qui nous concerne, où les impérialistes français et espagnols se partageaient le Sahara marocain.

Mais la résistance de la classe ouvrière au capitalisme, aussi dure qu'elle fût, était désorientée par les interprétations mécanistes que les intellectuels petits bourgeois réandaient du marxisme, et, de ce fait, était limitée aux luttes économiques. Ces années 1880 virent donc, aux Etats-Unis, en Angleterre, en France et en Allemagne, se dresser des millions d'ouvriers pour la conquête de la journée de 8 heures. Aux Etats-Unis, ces luttes se heurtèrent à une répression sanglante lors de grandes manifestations organisées le 1er Mai 1886, répression qui se renouvela lors des manifestations anniversaires qui suivirent.

C'est dans ce contexte que, reprenant l'initiative des syndicats américains, le Congrès Constitutif de la II^e Internationale, réuni à Paris en 1889, lança un appel pour faire du 1er Mai un jour international de lutte pour la journée de 8 heures.

Dans les grandes luttes qui, chaque année à partir de 1890, se nouaient autour du 1er Mai, se forgea la solidarité internationale des travailleurs et s'enracina, dans la classe ouvrière de tous les pays, le sens profond du 1er Mai.

Cependant ces luttes, limitées, comme nous l'avons rappelé, aux objectifs économiques, ne changeaient pas l'exploitation capitaliste. La conquête de la journée de 8 heures amena le capitalisme à augmenter les cadences de travail, à passer à «l'organisation scientifique du travail», à mettre au point le travail à la chaîne. Le travail salarié restait toujours aussi inhumain.

Dans la lutte du peuple russe contre le despotisme du tsar, Lénine, étudiant révolutionnaire qui, dès l'âge de 17 ans, connut la déportation et l'exclusion de l'Université, qui, à 25 ans, constitua l'Union de Lutte pour la Libération de la classe ouvrière de Pétrograd, reprit l'enseignement essentiel de Marx, mena une lutte impitoyable contre l'opportunisme et l'économisme, fit comprendre que la classe ouvrière ne pouvait se désintéresser de la lutte politique, qu'elle devait au contraire en prendre la direction et vivifier le parti social-démocrate russe. De cette lutte longue et acharnée contre l'économisme, contre la théorie mécaniste de la spontanéité de la classe ouvrière et, en parallèle, contre le double courant aventuriste et opportuniste des intellectuels petits bourgeois, surgirent l'instrument organique et la

conscience idéologique qui amena le prolétariat russe à prendre la tête du peuple russe dans la lutte révolutionnaire et à être le premier dans l'histoire à déraciner l'exploitation capitaliste, à établir le pouvoir des travailleurs, des ouvriers et des paysans.

La classe ouvrière marocaine, pour sa part, a déjà un passé de luttes héroïques et riches d'enseignements, liant sa propre expérience et l'expérience internationale du prolétariat. Dans ces luttes, le 1er Mai a toujours tenu une place éminente.

Entre 1945 et 1952, chaque 1er Mai permettait de situer la force et la conscience croissante de la classe ouvrière, sa place grandissante dans le mouvement national, dans la prise en main des destinées du pays. Les grandes et dures luttes de 1947-48 fixèrent une limite à l'arrogance et à l'exploitation éhontée qu'exerçait le patronat colonialiste. Mais la classe ouvrière marocaine, dans ce processus initial d'organisation où elle bénéficiait de l'expérience et de l'aide internationaliste de militants ouvriers français et espagnols, ne s'en tint pas aux luttes économiques. Plongeant dans la nation, largement fécondée par le mouvement national, elle lia ces luttes à la lutte pour l'indépendance qui signifiait aussi pour elle la fin de l'exploitation colonialiste. A la répression grandissante du Protectorat, qui faisait hésiter bien des secteurs de la bourgeoisie nationale, elle sut, les 1er Mai 1951 et 1952, et tout au long de ces années, opposer non seulement sa force et son organisation, mais sa volonté de lutte **politique**, sa volonté de **lier** lutte économique et lutte politique.

Le 8 décembre 1952, une nouvelle phase de lutte s'ouvrait, pendant laquelle les résistants issus des bidonvilles de Casablanca, les paysans du Tadla et du Rif, les étudiants et les artisans de Fès, de Rabat, de Marrakech, de Tétouan, les mineurs de Khouribga et de Oued-Zem, firent voler en éclats l'armature du Protectorat.

Au moment où l'arrogance du patronat colonialiste et néo-colonial se donne de nouveau libre cours, au moment où l'impérialisme veut renforcer sa présence sur la façade atlantique de la nation arabe, la classe ouvrière marocaine, les militants progressistes marocains, sauront tenir compte des leçons de l'histoire internationale du mouvement ouvrier, de l'enseignement de Lénine, des leçons de sa propre histoire.



**nation
arabe**

la lutte des classes en égypte de 1945 à 1968 de mahmoud Hussein (1)

par abdelkrim dhofari

En Egypte, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la classe ouvrière égyptienne dont les effectifs se trouvaient relativement plus élevés par rapport aux autres classes laborieuses et dont les traditions de lutte politique étaient déjà longues, avait objectivement la vocation d'une classe dirigeante. A la même époque le prolétariat chinois très largement minoritaire au sein du peuple chinois achevait d'unifier la lutte de toutes les classes de la nation chinoise et prenait le pouvoir central.

En 1950 donc, non seulement il n'existait aucune nécessité objective imposant à l'Egypte la voie bourgeoise, mais les contradictions objectives requéraient au contraire une solution prolétarienne à la crise de la voie capitaliste. C'est uniquement en fonction d'une conjoncture particulière que le régime nassérien allait s'installer à la direction du pays. En fait, celui-ci s'est présenté comme la seule alternative bourgeoise à la crise de transition économique et idéologique face

à l'essor sans cesse grandissant du mouvement populaire.

Cette conclusion à laquelle Mahmoud Hussein nous amène au terme d'une longue et sérieuse étude des classes en présence en Egypte après la deuxième guerre mondiale, nous oblige — si l'on veut comprendre le mécanisme de cette crise de transition entre le féodalisme et le capitalisme — à revenir sur ce problème — combien général — des superstructures idéologiques et politiques de la société.

En 1945, bien que les grands propriétaires fonciers constituent l'assise principale de la classe dirigeante locale, les rapports dominants n'étaient pas des rapports proprement capitalistes. La domination impérialiste d'une part, les intérêts de classe des grands propriétaires d'autre part, allaient à l'encontre d'un développement des forces productives nécessaires à la cristallisation du mode de production capitaliste, et par là, bloquaient toute possibilité d'intégrer les larges

masses déshéritées dans un processus régulier d'exploitation capitaliste.

La spécialisation du pays dans l'agriculture d'exportation, l'absence d'industrialisation et de mécanisation du fait de la non éclosion d'une bourgeoisie moyenne égyptienne contribuaient à maintenir les superstructures idéologiques et politiques précapitalistes qui sous-tendaient les privilèges, tant de la domination anglaise que des classes directement adossées aux intérêts impérialistes. Car, en fait, ce sont ces derniers qui ont tracé le cadre des activités économiques où la bourgeoisie égyptienne est venue simplement s'insérer. En d'autres termes, l'accumulation de richesses ainsi réalisée ne jouait pas le rôle d'accumulation capitaliste primitive : elle ne débouchait pas sur des investissements de plus en plus productifs mais servait davantage à reproduire les privilèges précapitalistes des grands propriétaires : oisiveté, dépenses de prestige, mode de vie aristocratique.

(1) Editions Maspéro - Paris - Fin 1969.

ratique, etc...

Par ailleurs, la condition maîtresse nécessaire à la transformation du processus de production lui-même, à savoir la séparation totale entre le travail et l'ensemble des moyens de travail, entre le travail et ses instruments de production, n'existait pas. A cette période, malgré la dégradation des rapports typiquement féodaux, les travailleurs continuaient à travailler avec des instruments de travail individuels, la plupart du temps sur les terres des grands propriétaires.

Il n'y avait donc pas cristallisation d'un rapport entre possesseurs de capital et vendeurs de force de travail. En fait, ce qu'on avait, c'était de grands propriétaires en voie de transformation capitaliste, et des masses déshéritées en voie de prolétarianisation.

Ce même blocage du processus évolutif du capital se retrouve au niveau des sphères affairistes. La grande bourgeoisie, qu'elle soit égyptianisée ou proprement égyptienne, n'occupe que les circuits financiers complémentaires du cadre financier européen. Ne pouvant aller à l'encontre des exigences de la domination étrangère d'une part, constituée d'autre part sur des bases monopolistes aménagées par les trusts étrangers et fragilisées par les fluctuations du marché mondial, cette bourgeoisie allait se trouver rapidement dans l'obligation — pour maintenir ses gains rapides et élevés — de verser dans les activités spéculatrices et non productives : banques, export-import, compagnies d'assurance, entreprises de construction, etc...

La moyenne bourgeoisie, quant à elle, par ses origines essentiellement rurales, ne manifeste aucune velléité de modernisation, aucun esprit entreprenant. Constituée essentiellement de paysans riches très attachés aux formes archaïques d'exploitation, peu représentée dans les centres urbains, la classe moyenne se trouve de ce fait solidaire de la structure de classe existante. Toutefois des contradictions existent entre ses couches les plus ouvertes et les intérêts locaux

et étrangers dominant l'économie du pays. Ne bénéficiant pas des instruments politiques et financiers dont bénéficie la classe dominante, ces couches ne veulent plus se contenter de « sirapontins » et aspirent à des transformations politiques et administratives nécessaires à un développement économique plus dynamique du pays.

« Les intérêts de cette couche lui font ainsi remettre en cause un système de plus en plus paralysé par ses liens étroits avec l'impérialisme britannique et par son assise locale princière — une caste de grands propriétaires économiquement conservateurs — liens sur lesquels la bourgeoisie moyenne n'a aucune prise ; ces mêmes intérêts lui font désirer des réformes politiques, administratives et économiques du système existant — à commencer par une réforme agraire limitant le pouvoir de classe des grands propriétaires et élargissant le marché intérieur.

« Mais à une condition toutefois péremptoire : que l'ensemble des transformations à introduire le soit en dehors de toute initiative propre des masses déshéritées, c'est-à-dire le soit de manière autoritaire, garantissant l'étouffement du mouvement populaire en même temps que l'application des mesures nouvelles — afin que ces mesures, touchant au statut de la propriété et d'une classe de possédants ne puissent encourager politiquement ou renforcer idéologiquement l'esprit en révolte des masses déshéritées.

Comparée aux classes précédentes relativement homogènes, la petite bourgeoisie égyptienne apparaît beaucoup moins compacte et tiraillée entre l'influence idéologique des classes exploiteuses et celles des classes directement exploitées. Pour Mahmoud Hussein, appartiennent à la petite bourgeoisie tous ceux qui « possèdent un petit capital, un petit lopin de terre, une formation spécialisée ou un niveau de culture qui leur permet de vivre de leur travail en exploitant leur moyen de travail, financier, technique ou intellectuel sans avoir besoin de vendre leur force de travail et sans

acheter la force de travail des autres, sinon de façon secondaire ».

« En tant que classe possédant un petit privilège — par rapport aux classes déshéritées — elle peut aspirer à l'exploitation des autres (c'est-à-dire qu'elle a des virtualités capitalistes) ; en tant que classe active, vivant de son propre travail, travail qui de surcroît, est individuel, atomisé, continuellement vulnérable aux pressions des forces de classes dominantes contre lesquelles la petite bourgeoisie est incapable de se défendre, elle se rapproche des classes déshéritées ».

Différents types de clivages intéressent cette classe : le premier est celui qui sépare la petite bourgeoisie rurale, baignant dans un climat idéologique peu ouvert au changement, de la petite bourgeoisie urbaine à qui s'offrent davantage de possibilités d'ascension sociale et d'épanouissement capitaliste.

Le deuxième clivage est celui qui oppose celles engagées dans un travail manuel : paysans moyens, de celles engagées dans un travail intellectuel : professions libérales, techniciens, à la limite même fonctionnaires et employés.

Les premiers ont des raisons sérieuses de contester le système existant. Comme le relève l'auteur, deux aspects opposés mais convergents dans leur dynamique rendent cette classe particulièrement inquiétante pour les classes possédantes.

Il en va différemment de l'élite petite bourgeoise dont les positions spécifiques issues de leur spécialisation mais aussi de la formation de classe qu'ils ont acquise au cours de leur service au sein des appareils d'exploitation ou de répression (officiers par exemple), les rendent idéologiquement et techniquement aptes à se hausser aux postes dirigeants, et à s'intégrer à la classe capitaliste pour peu que le blocage du système de transition soit levé. En dernière analyse, c'est ce désir réfréné d'ascension sociale qui les rend particu-

lièrement hostiles à tout ce qui bloque leurs horizons : domination étrangère, aristocraties foncières, hauts fonctionnaires. Mais ces aspirations impliquent en même temps une tendance antipopulaire, une préférence pour tous les changements effectués sans que les masses populaires puissent en tirer avantage.

Quant aux étudiants, il convient de les placer à part du fait qu'ils n'occupent pas encore de position définitive bien établie dans la structure sociale existante du fait aussi du quasi monopole de l'activité intellectuelle qu'ils détiennent au sein des classes populaires.

Le Proletariat et les masses prolétarisées.

Le prolétariat industriel représente seulement 3 % de la population totale (10 % de la population urbaine) au lendemain de la grande guerre, mais il possède une riche tradition de luttes anti-impérialistes et anti-capitalistes. En 1924, il a déjà mis au point une forme de lutte radicale inconnue jusque-là : l'occupation des usines (à Tourah, à Alexandrie, à Zagazig). En contact permanent avec les moyens mécaniques de production, délié par conséquent de toute attache avec la propriété privée des moyens de production, il est non seulement vitalement opposé à toute forme d'exploitation, mais aussi capable de dépasser l'individualisme inculqué par la culture dominante : priorité des intérêts du groupe sur les intérêts de chacun, solidarité agissante, capacité d'assimiler l'expérience ouvrière des autres, etc...

Les masses prolétarisées par contre, à la campagne surtout, ne sont pas encore radicalement libérées du système de valeurs féodales. Comme le souligne judicieusement Mahmoud Hussein, leur situation de classe exprime à un pôle de la société ce que la situation de la classe possédante exprime à l'autre pôle, à savoir une transition bloquée.

Bien qu'elles constituent une force révolutionnaire potentielle douée d'une grande capacité de révolte, elles ne sont donc pas encore définitivement réfractaires à toute forme d'exploitation capitaliste ; «elles sont au contraire disponibles pour une telle exploitation. C'est le système de dépendance et de transition bloquée qui les a rejetées, ce ne sont pas elles qui l'ont contesté».

La grande faiblesse de cette masse prolétarisée (petits paysans, ouvriers agricoles et dans les cités : salariés sans qualification, manœuvres, domestiques, vendeurs ambulants...) soit une majorité numérique absolue à la campagne comme dans les villes) est son incapacité d'organisation par elle-même, car précisément son mode d'existence crée sa désorganisation : instabilité, désintégration en individus, en groupes familiaux, en clans, etc.

Les mouvements de révolte au sein de cette classe enregistrés jusqu'en 1952, bien que très violents et très destructeurs, sont condamnés à rester sans suite du fait de leurs limites -- isolement, sporadisme -- ce qui permet aux classes dominantes de les étouffer par le jeu conjugué de la répression et de la démagogie, sans déclencher de formes de solidarité à l'échelle nationale.

En fait, ces masses ne peuvent devenir radicalement dangereuses pour les classes exploiteuses que dans la mesure où elles acquièrent la capacité de faire jonction avec le mouvement ouvrier industriel.

La faillite politique de la classe dominante

L'affaiblissement de l'impérialisme français et britannique, au lendemain de la grande guerre, la crise du capitalisme mondial provoquée par le rétrécissement du marché international et l'élan révolutionnaire des masses populaires tricontinentales et métropolitaines ne tardèrent pas à avoir des répercussions importantes sur le monde arabe.

En Egypte, très rapidement, le mouvement patriotique hostile à la domination étrangère, va se doubler d'un courant démocratique opposé aux classes dominantes locales dont la vassalité à l'égard de l'impérialisme prit, au moment de la première guerre de Palestine, les dimensions d'une trahison nationale. Face à cet essor, la classe dominante égyptienne s'avéra incapable de proposer une issue à la crise. Elle-même désorganisée par l'existence de partis politiques propres développant une vision politique cohérente, cette classe se désagrégea très vite en un certain nombre de «tendances».

-- la tendance aristocratique très proche du palais ;

-- la tendance nationaliste qui réclame un élargissement du cadre de l'économie et une égyptianisation de l'Etat (à peu près reflétée par le Wafd) ;

-- la tendance moderniste qui, à côté des précédentes apparaît comme la plus active ; alors que la seconde manœuvre afin de tirer profit du mouvement national, la dernière affiche ouvertement ses dispositions anti-patriotiques et anti-démocratiques. Fréte à sacrifier certains intérêts des grands propriétaires fonciers, elle se refuse toutefois à remettre en cause ses liens privilégiés avec les monopoles impérialistes. Elle ne peut en effet concevoir le développement de l'industrie en dehors du cadre étroit de la dépendance politique, financière et technique.

L'arrivée au pouvoir du Wafd - qui a pu se prévaloir quelque temps du titre de «parti de la nation» (alors qu'on fait il ne constitue «qu'un élément du dispositif destiné à dévoyer le mouvement révolutionnaire») - va clarifier une situation devenue confuse par suite de ce morcellement politique. Très rapidement, le Wafd démontra son incapacité à concéder les gestes politiques minimaux que la situation politique appelait (évacuation des Anglais, réforme agraire, remise en cause du statut de l'aristocratie) et qui, seuls, auraient pu rassurer les masses. Prisonnier de la crise qu'il

avait accélérée, le Wafd sera bientôt emporté dans la chute de l'aristocratie sous les coups des premières vagues du mouvement de masse.

A l'autre pôle de la société égyptienne, les masses laborieuses n'auront pas de leur côté de structures politiques et organisationnelles représentatives capables de mener leur élan révolutionnaire aussi loin que la situation politique le permettait.

L'essor du mouvement de masse

La période allant de 1945 à 1947 est marquée par la jonction du mouvement ouvrier avec le mouvement étudiant : les manifestations de masse, les grèves et occupations d'usine, les formes individuelles de violence directe, telles que les attentats terroristes, arrivent à leur point culminant en 1946. L'événement politique le plus important de cette première période est sans aucun doute la création du Comité National des Ouvriers et des Étudiants en février 1946, quelques jours après que la police ait fait ouvrir le pont Abbas au moment où une manifestation d'étudiants réclamant l'évacuation s'y était déjà engagée, faisant plusieurs morts et blessés.

Le 21 février, le Comité organise une grande manifestation et appelle à la grève générale. C'en était trop pour la classe dirigeante. La manifestation du Caire se termine par une boucherie : les participants débouchant sur la place Ismaïlia seront accueillis à coups de mitrailleuses par les troupes anglaises. Une répression brutale et sans vergogne s'abat sur l'ensemble du territoire : les militants ouvriers et étudiants seront arrêtés par milliers, le Comité National sera démantelé. La manifestation du Caire entrera désormais dans l'histoire du mouvement anti-impérialiste mondial qui lui consacre depuis 1950 le 21 février pour jour commémoratif.

Un moment désorienté par la répression, le mouvement patriotique cherchait déjà à se réorganiser lorsqu'au début de 1948 éclata la première guerre de Palestine, fournissant au Palais et aux Anglais une occasion de

repandre l'initiative des événements. A ce stade de son analyse, l'auteur se fait plus insistant (on en comprend facilement les raisons) : l'Etat d'Israël constituait et constitue encore un **ennemi réel** du peuple égyptien et des peuples arabes en général. Si les impérialistes britanniques ont cherché, en orientant toute l'énergie des peuples arabes contre l'Etat d'Israël, à dévoyer le mouvement populaire orienté principalement contre eux, si le roi Farouk y a trouvé l'occasion de prendre en main le mouvement patriotique égyptien et de rehausser son prestige gravement atteint, pour les uns comme pour les autres, il n'a pas été nécessaire d'inventer un ennemi au peuple, Israël en l'occurrence, comme on a pu le prétendre. L'Etat sioniste en formation était un ennemi réel et perçu comme tel par les masses égyptiennes. Mais en orientant le sentiment populaire dans le sens d'une guerre classique entre États - éliminant ainsi aussi bien le peuple palestinien que les autres peuples arabes - ils entraînaient le peuple égyptien dans une guerre qui n'était pas la sienne et qui - plus grave - étouffait le combat qui était le sien : le combat au niveau populaire contre l'impérialisme britannique et la solidarité à la base et dans l'action du peuple égyptien avec le peuple palestinien.

La défaite prévisible de l'armée égyptienne eut trois conséquences importantes :

1°) les masses égyptiennes ne sauront pas dégager concrètement les raisons de classe de la débâcle, ce qui allait leur inculquer le sentiment intérieur de leur faiblesse comme élément décisif de la domination étrangère et locale.

2°) elle va permettre à une force de relève bourgeoise de se cristalliser au sein de l'armée placée ainsi au premier plan, « les officiers libres », dont la vision petite bourgeoise des événements politiques rejoint, comme nous le verrons plus loin, les aspirations des « modernistes ».

3°) à court terme, la défaite va

reporter toute la puissance du mouvement patriotique de masse contre ses ennemis à l'intérieur du pays rendus responsables de la défaite : c'est la période de l'organisation de groupes de guerrilla et de sabotage anti-britannique, c'est aussi la période de grève ouvrières et de jacqueries paysannes, c'est enfin l'incendie du Caire de Janvier 1952. Ce dernier événement, Mahmoud Hussein en fait une donnée capitale :

— capitale parce que sa violence même exprime le besoin objectif révolutionnaire des masses urbaines déshéritées de participer **directement** au mouvement patriotique au moment où celui-ci débordait tous ses cadres traditionnels : Wafd, nationalistes, communistes, etc...

— capitale parce que, au-delà des excès de xénophobie inévitables, la mise à feu de cabarets, de cinémas luxueux, de cafés mondains, de grands magasins, de banques appartenant à des Anglais, des Juifs qui jubilaient ouvertement devant la victoire sioniste, ou des milliardaires locaux, représentait un geste authentique des masses déshéritées contre les ennemis du peuple.

L'aspect insurrectionnel de l'incendie du Caire et l'essor sans cesse grandissant du mouvement de masse au cours de cette période vont avoir une conséquence imprévisible : désormais, l'Angleterre, sentant le régime monarchique condamné, sera de plus en plus disposée à tolérer un éventuel coup d'état capable d'endiguer la marée populaire et de donner une nouvelle efficacité à l'Etat égyptien.

Le nouveau régime

Tous ces éléments réunis vont faciliter le coup d'état des officiers libres le 23 Juillet 1952. La vision politique de ses leaders qui se présente au peuple en « hommes providentiels » peut se résumer dans une volonté de résoudre la crise du mode de production existant, de le débloquent en sacrifiant une fraction infime de la classe dominante - la plus conser-

vatrice - et en s'appuyant pour cela sur la tendance moderniste de la bourgeoisie étroitement liée aux capitaux étrangers.

Il leur semblait alors que quatre objectifs principaux conditionnaient la réalisation de leurs projets :

- la consolidation de l'armée au sein de l'appareil d'état comme support du nouveau régime

- l'évacuation de l'armée britannique afin de se poser à l'opinion populaire en champion de la libération et du renouveau.

- une réforme agraire modérée devant décapiter la fraction conservatrice de la classe dominante et gagner au pouvoir l'appui des paysans riches

- l'encouragement, enfin, à l'investissement industriel local ou étranger.

En fait cette doctrine est basée sur un certain nombre d'illusions de classe qui prenaient racine dans la situation de classe petite bourgeoisie militaire et dont les plus importantes «étaient celle de pouvoir amener la classe dominante à dépasser sa crise et à s'engager résolument sur la voie capitaliste, et celle de pouvoir amener les impérialistes occidentaux (les U. S. A. surtout) à participer à l'industrialisation de l'Egypte et à résoudre sa crise de croissance capitaliste».

Ces illusions ne vont pas tarder dans la pratique à laisser place à une vision politique bourgeoise plus cohérente dans la mesure où leur conscience politique commençait à se modeler sur des intérêts de classe nouveaux, ceux d'une bourgeoisie d'état en formation.

Par ailleurs, aucune couche laborieuse n'appuie le nouveau régime dont l'aspect répressif, évident depuis l'exécution du héros ouvrier **Mustafa Khamis**, ne fait que se confirmer.

La deuxième période du régime (1955 - 1958) est caractérisée par une situation mondiale qualitativement différente, marquée par :

- l'entrée de l'U.R.S.S. sur le marché capitaliste et l'offre par celle-ci d'un soutien massif au développement capitaliste des élites petites bourgeoises et bourgeois nationales des pays dépendant de l'impérialisme occidental.

- la crise aiguë qui s'ouvre en 1956 entre le nouveau régime et l'impérialisme franco-britannique après l'agression tripartite. L'appui populaire massif dont le régime va alors bénéficier va lui permettre non seulement de renforcer son monopole politique à l'intérieur, mais aussi d'acquiescer une marge de manœuvre extérieure et un degré d'autonomie économique propice au développement d'une bourgeoisie d'état.

La troisième période (1959-1963) sera celle d'un redressement relatif de la bourgeoisie traditionnelle qui, avec le soutien des états occidentaux, va tenter d'imposer au pouvoir l'arrêt de ses projets d'industrialisation.

La réponse du pouvoir fut de prendre les mesures favorables à l'ascension de l'élite petite bourgeoisie qui reçoit pour mission de réaliser le processus d'accumulation capitaliste élargie à un rythme rapide - c'était là encore une illusion de classe.

La quatrième période (1964 - juin 1967) est celle où cette nouvelle bourgeoisie, dominant désormais les moyens de production, est déchirée par les contradictions de classe issues de sa nouvelle situation. Péniblement débloquée, la voie capitaliste entre dans une phase nouvelle de crise. Cette fois-ci, le régime nassérien s'avère incapable de conserver sa caractéristique spécifique, à savoir sa large autonomie vis-à-vis de la classe dominante.

Revenons sur la doctrine nassérienne. Elle repose sur plusieurs sophismes :

- 1°) seule la bourgeoisie traditionnelle fait partie de la classe dominante. Le déblocage de la crise par son affaiblissement graduel est alors assimilé à un processus anti-capitaliste.

- 2°) l'appareil d'état n'a pas de nature et de fonction de classe bien définies. Il ne serait qu'un instrument neutre de gouvernement, d'administration, de répression, de production ... en un mot, un appareil d'équilibre. L'auteur met l'accent sur cette dernière contre-vérité et, dans les pages qui suivent, s'efforce de démontrer le caractère mystificateur de ces prétentions.

D'après l'auteur, dans le cas étudié où l'Etat exerce des fonctions économiques importantes, la section bourgeoise qui se constitue dans les pores de l'appareil d'état, appartient à la classe dominante, non plus en vertu de ses liens organiques ou historiques avec les possédants de moyens de production privés, mais en vertu de la fonction vitale qu'elle assure au service du mode de production capitaliste.

En conséquence, ici comme ailleurs, «la fonction spécifique du pouvoir d'état est en effet d'assurer la stabilité de la formation sociale dominée par les classes exploiteuses en apparaissant aux classes exploitées comme étant leur représentant au même titre que les premières».

C'est la raison pour laquelle, à mesure que la bourgeoisie d'état prenait forme et que son opportunisme se généralisait, «elle apparaissait comme une excroissance que le pouvoir d'état n'avait pas voulue, et qu'il frapperait à son tour quand il le pourrait. Les masses dissociaient le pouvoir d'état de la bourgeoisie d'état en formation. Et c'est principalement sous cette forme que le pouvoir d'état a protégé celle-ci contre la conscience de classe des masses populaires».

Nous l'avons vu, et nous le verrons encore en suivant l'auteur dans son analyse, ces transformations qualitatives se sont faites graduellement. Aussi, un système de répression systématique de toute initiative indépendante des masses populaires sera la condition fondamentale de l'arrivée à maturité de ces transformations. Il ne s'agit surtout pas ici de la seule répression par la violence. Il s'agit

surtout d'un dosage savant de répression violente et de répression par la duperie. De ce point de vue, le régime sera particulièrement favorisé par la conjoncture internationale qui va lui permettre d'adopter un ton anti-impérialiste. Sur le plan intérieur, les propagandistes du régime, répandant le concept bourgeois de «la nation entité fondamentale et indivisible», brandiront systématiquement les mots d'ordre «pas de dictature d'une classe sur les autres!» et «dissolution des différences entre les classes».

Les formules organisationnelles proposées par le régime afin de contenir et d'orienter la pression des masses ont souvent varié. Ce qu'il faut retenir, c'est le principe corporatiste «qui amalgame le travailleur manuel non qualifié à son chef d'atelier, comme il mêle le petit paysan au paysan riche, le petit employé à son directeur, etc...». L'idée essentielle est celle de la division verticale du peuple suivant les activités professionnelles tendant à empêcher son unification par le bas, suivant ses intérêts de classe. Mais ces formules, telles que le «Rassemblement de la libération», «l'Union Socialiste Arabe», etc., ont toutes échoué parce que ces organisations baptisées démocratiques n'étaient rien d'autre en définitive que des annexes de l'appareil répressif, des systèmes supplémentaires d'étouffement.

Les débuts tâtonnants du régime

Dès le mois d'Août, l'aspect essentiellement répressif du nouveau régime se révèle : c'est la répression violente de la grève des ouvriers de Kafr el Danwar et la condamnation à la peine capitale du grand dirigeant ouvrier Mustafa Khamis et d'un autre travailleur de l'usine, Mohammed El Bakry.

Sur la lancée, les communistes et les autres organisations ouvrières et paysannes seront pourchassés, le mouvement syndical réduit au silence. A son tour, la confrérie des Frères Musulmans que le régime avait cherché à mettre à son service jusque-

là (et qui, relativement aux officiers libres, pousse des racines jusqu'au sein des masses) subira l'assaut de la nouvelle équipe au pouvoir ; sa dissolution est prononcée en 1954, ses dirigeants jetés en prison.

A l'autre pôle de la société, les grands propriétaires manifestent leur exaspération devant la réforme agraire.

Dans ces conditions, la colère de toutes les classes, à l'exception de l'élite petite bourgeoise militaire, n'est tempérée que par l'attente des élections. Pendant qu'une partie des «officiers libres» commence alors, en prévision des élections, à négocier avec le Wafd en vue de préparer le passage à un régime civil parlementaire, Nasser consolide ses positions par trois succès politiques :

- l'évacuation de l'armée britannique négociée et consentie dans la perspective d'une domination économique à plus longue échéance ;
- l'obtention d'armes tchèques censées permettre le renforcement de la puissance de feu de l'armée égyptienne face à l'armée israélienne, destinées en réalité à doter l'armée d'un capital de prestige au sein des masses ;
- enfin, la liquidation de la confrérie des Frères Musulmans, dernière organisation capable de menacer le régime.

Seule subsistait en 1955 l'hostilité de la bourgeoisie traditionnelle qui refuse toujours d'investir dans l'industrie malgré la perte des grands domaines qu'elle possédait. Mais «ceux-ci ne le combattaient pas comme un représentant des intérêts du peuple, mais un représentant inacceptable de leurs propres intérêts».

L'émergence de la bourgeoisie d'état

1/ Le tournant décisif du régime.

Cette période sera marquée par une stratégie nouvelle du régime : très rapidement, Nasser comprit le parti à tirer de l'intervention de

l'U.R.S.S. dans cette région du monde. Sans entraîner la moindre adhésion idéologique, les offres de l'U.R.S.S. pouvaient servir à tempérer les pressions des pays occidentaux. Cette orientation, consacrée par une participation importante de l'Egypte à la conférence de Bandoeng, apportait en plus une caution spectaculaire au régime nassérien. Désormais, le régime pourra se prévaloir de participer à la politique dite de neutralité positive et qualifiée alors d'anti-impérialiste.

Le projet de construction du haut barrage d'Assouan confié à l'U.R.S.S. après le refus des U.S.A. et de la Grande-Bretagne de participer à son financement sera la première manifestation d'indépendance du régime vis-à-vis de l'Occident.

Mais ce n'est qu'après la décision prise en 1956 par Nasser, nouvellement élu président de la République, de nationaliser le Canal, que la France et la Grande-Bretagne saisissent toute la dimension du défi lancé, défi qui se voulait démontrer la nouvelle capacité de résistance du régime vis-à-vis des puissances occidentales.

Le retrait des forces expéditionnaires françaises et britanniques sous la pression de l'U.R.S.S. et des U.S.A. qui cherchaient à tirer profit de la situation au détriment des puissances belligérantes, fut transformé - malgré l'écrasement de l'armée égyptienne - en un inestimable capital de prestige politique pour Nasser. Sur sa lancée Nasser décrète l'égyptianisation et la prise en charge par l'Etat des grandes compagnies et banques françaises et anglaises. Du coup, les anciennes puissances géantes perdaient brutalement leurs principaux moyens de pression économique directe à l'intérieur du pays.

2/ L'Egypte au sein du marché capitaliste mondial.

A lui seul, le régime n'aurait pu s'engager dans ce tournant décisif de son histoire. En réalité, ce qui a amené l'évolution de la doctrine nassérienne - de même, d'ailleurs, que celle de tous les autres dirigeants bourgeois des nations représentées à Bandoeng - c'est essentiellement la

nouvelle politique du P.C.U.S. à partir de son XXII^e Congrès et que l'auteur résume dans la «possibilité nouvelle pour des dirigeants bourgeois nationaux ou bourgeois bureaucratiques de se dégager du marché capitaliste mondial et des liens de dépendance vis-à-vis des pays impérialistes, et de s'engager ainsi sur une pseudo-voie non capitaliste, en s'appuyant de plus en plus sur les pays dits socialistes à l'extérieur, et sur les élites petites bourgeoises à l'intérieur».

Cette liberté relative de mouvement ainsi acquise au sein du marché capitaliste mondial sera interprétée par les propagandistes du régime comme la voie de l'indépendance nationale. Or, l'Egypte était impuissante en fait à s'assurer une indépendance nationale réelle. «En d'autres termes, la structure de dépendance organique de l'Egypte à l'égard du marché mondial - structure que le nouveau régime héritait de l'ancien - demeurait intacte. Le centre de gravité de cette dépendance se déplaçait et le développement intérieur du capitalisme égyptien y gagnait une vitalité provisoire, mais la situation fondamentale de dépendance restait inchangée». L'auteur s'attache alors longuement à montrer la différence qui existe entre une «vacance provisoire et domination directe» et la voie vers une indépendance nationale réelle.

3/ Le pouvoir et les masses populaires.

«L'incapacité du régime à renforcer le potentiel national propre de résistance aux pressions impérialistes apparaît déjà clairement dans l'attitude du pouvoir nassérien vis-à-vis d'Israël. Cette attitude camouflée par la propagande est dans son fond une attitude de capitulation». A l'appui de ses dires, Mahmoud Hussein nous cite l'exemple de Gaza où l'Etat nassérien réfrène l'élan patriotique des Palestiniens. C'est ce que stipule l'acceptation des forces de l'O.N.U. sur les territoires égyptiens limitrophes de l'Etat sioniste, protégeant ainsi ses frontières contre toute incursion palestinienne, protégeant également le

libre passage des navires israéliens par le détroit de Tiran.

En fait, l'année 1956, année du plus grand succès politique du régime, est celle où apparaît le plus nettement son impuissance réelle à affronter les ennemis du peuple égyptien.

«Et c'est précisément le 26 juillet 1956, le soir où Nasser annonçait la nationalisation que l'hostilité fondamentale du régime à toute initiative populaire apparaît avec le plus d'éclat». ... «C'est ce pouvoir seul qui a pris la décision. C'est lui seul qui a choisi l'objectif, le moment de frapper, la façon de l'annoncer au peuple égyptien. C'est lui seul qui comptait en tirer la totalité du bénéfice politique». Les larges masses étaient simplement «appelées à s'en remettre à la sagesse de Nasser qui, étant l'auteur de l'événement, se chargeait de résoudre les problèmes qui en découlaient».

Les masses réclamaient cependant partout des armes afin de répondre à la puissance technique des armées impérialistes par la force créatrice des masses en armes. Or, les masses armées, «c'est l'embryon du pouvoir des masses» et le régime verrait lui échapper le monopole de l'initiative politique si l'armée perdait «le monopole de l'utilisation de la violence». «L'épopée nassérienne se serait dans ce cas arrêtée là». C'est pourquoi le régime préférera le statu quo face à l'Etat sioniste.

4/ Le changement du rapport de force au sein de la classe dominante.

En décrétant en 1956 la prise en charge par l'Etat des banques et compagnies étrangères, le pouvoir signait l'acte de naissance de la bourgeoisie d'Etat. Cette dernière allait se renforcer à chaque nouvelle occasion saisie par le régime pour développer le secteur économique d'Etat. «Du point de vue économique, l'élite petite bourgeoisie militaire sera appelée à fournir les cadres principaux de l'appareil économique étatique, en même temps qu'à renforcer l'armature des

autres appareils de l'Etat, les soumettant plus étroitement aux orientations du pouvoir nassérien».

Les cadres ne se faisaient pas d'illusion sur le rôle militaire à venir de l'armée. «Depuis l'agression tripartite, ils ne songent plus à faire la guerre, mais à renforcer les pouvoirs politiques et économiques de l'armée en prétendant la préparer à la guerre, renforçant par là la bourgeoisie d'Etat dont ils constituaient le corps principal. Et dès que la position de cette bourgeoisie d'Etat sera devenue hégémonique, à partir de 1961, ce sera la ruée à l'enrichissement personnel généralisé». «L'ensemble des cadres dirigeants de l'armée n'avait donc déjà plus de préoccupations patriotiques, au moment même où l'armée était censée encadrer l'effort patriotique de la nation».

Nouvellement arrivés dans un milieu nouveau pour eux, ils vont se mettre laborieusement à l'école de la bourgeoisie traditionnelle pour apprendre d'elle le mécanisme caché du monde des affaires, à tisser progressivement des réseaux de relation et de complicité.

5/ L'unité arabe.

A cette étape du régime, Mahmoud Hussein pense qu'il est nécessaire de définir clairement la nature des rapports entretenus par le régime nassérien avec les pays arabes. La politique arabe du Président Nasser se présente sous deux aspects :

— aspect proprement économique :
« Une industrie lourde moderne — en termes d'efficacité capitaliste internationale — ne peut être constituée qu'à une échelle beaucoup plus vaste. Et l'échelle du monde arabe semblait toute désignée. La bourgeoisie égyptienne, seule capable de lancer un tel projet — parce que très en avance sur le développement des autres bourgeoisies — pouvait le réaliser, si des liens économiques solides, définitifs, lui ouvraient le monde arabe ». Cette politique trouve un écho favorable au sein de toutes les élites petites bour-

geoises et bourgeoises nationales des pays arabes dont les aspirations capitalistes trouvaient là un espoir de réalisation : ce même schéma se retrouve en Syrie et au Yémen. En Irak, par contre, une fraction de l'élite nationaliste recherchera la tutelle nassérienne pendant qu'une autre plus puissante au départ la combatta.

— aspect politique : une direction nassérienne du mouvement national arabe représente pour les directions bourgeoises locales un rempart de protection efficace, à la fois contre les classes conservatrices et contre le mouvement populaire.

Par ailleurs, dans le cadre d'un système défensif repoussant toute participation populaire, la nécessité d'un rassemblement plus vaste que l'Egypte, à savoir le cadre arabe, s'imposait dans l'esprit des dirigeants égyptiens.

Mais le régime capitaliste d'état égyptien s'avéra incapable de résister, hors de ses frontières, à la puissance des monopoles occidentaux, même encouragé et appuyé par l'U.R.S.S.

L'hégémonie de la bourgeoisie d'état (1959-63)

En 1959, le régime, exploitant le prestige qu'il vient d'accumuler décide de détruire définitivement le courant communiste dans le monde arabe afin de consolider son système et présenter du même coup meilleure figure aux puissances impérialistes. En Egypte, en Syrie, des camps d'internement ouvrent leurs portes. En Irak, en revanche, c'est l'échec.

1959 sera, dans ces conditions, l'année d'un refroidissement diplomatique entre l'Egypte et les pays de l'Est et, parallèlement, celle d'un afflux considérable d'offres de crédits occidentaux. A la faveur de ce rapprochement, la bourgeoisie traditionnelle se fait turbulente. De leur côté, les puissances occidentales deviennent exigeantes : elles réclament la révision des accords passés avec l'U.R.S.S. concernant la première tranche du projet du Haut Barrage.

Nasser se sent devenir prisonnier de sa nouvelle orientation. Brusquement, il met un terme à sa propagan-

de anti-communiste et annonce que l'accord sur la première tranche du haut barrage est conclu avec l'U.R.S.S. Quelques jours plus tard, il décrète la nationalisation de la banque *Misr*, assenant un coup spectaculaire à la bourgeoisie traditionnelle et plaçant l'Etat à la tête de plusieurs centaines de millions. De plus, cette mesure permettait de concentrer les griefs populaires contre la bourgeoisie traditionnelle.

Privée de son quartier général, incapable de réagir, cette dernière était condamnée à recevoir le coup suivant, sans féir, les mesures de Juillet 1961 : une série de décrets sont promulgués mettant la totalité des entreprises financières et bancaires et la plupart des sociétés industrielles et commerciales importantes, étrangères et locales, sous le contrôle absolu de l'Etat. De plus, la propriété foncière est limitée par un texte de loi.

Mais, si en Egypte, la bourgeoisie traditionnelle s'avère incapable de riposter, il en va autrement en Syrie. Quelques semaines seulement après les mesures de juillet, un coup d'Etat amène le retrait de la Syrie de la République Arabe Unie. C'est la première défaite majeure du régime. Aussi la réponse du pouvoir sera violente : propagande tapageuse contre la bourgeoisie traditionnelle, procès de grands bourgeois, séquestration de biens, etc...

Sur sa lancée, le régime fait acclamer une «Charte d'Action Nationale» en vertu de laquelle sera créée l'**Union Socialiste Arabe**. Dans le vocabulaire officiel, la terminologie politique devient ronflante : il y est question de «socialisme», de «lutte contre l'impérialisme et la réaction», d'«auto-suffisance et de juste répartition des richesses».

Cette nouvelle mystification repose sur la confusion créée entre «propriété privée et capitalisme», entre «propriété d'Etat et socialisme», entre «division sociale du travail et division technique du travail», confusion entretenue aux yeux des masses par

la nouvelle politique extérieure de l'U.R.S.S.

L'auteur s'engage alors magistralement dans une étude théorique des rapports de production capitaliste pour en venir finalement au problème du pouvoir politique. Mais écoutons-le plutôt faire parler les idéologues du régime : «Les masses populaires, étant tout juste capables "de produire des biens matériels et de formuler des griefs ou des souhaits", il fallait qu'une élite sociale se chargeât de remplacer au pouvoir les «capitalistes exploités» étrangers et locaux et de réorganiser, au nom de la nation, la vie économique - de telle sorte que les masses puissent trouver du travail (considéré comme l'expression de leur liberté économique) ; après quoi, elles pourraient songer à exprimer des souhaits politiques, dans le cadre corporatif que le régime avait préparé à cette fin (c'est-à-dire réaliser leur «liberté politique»)».

Les conditions d'efficacité de cette doctrine sont de deux ordres :

— politique : il est nécessaire que les masses, rendues dans un premier temps impuissantes, soient incapables de poser le problème du pouvoir ;

— économique : amener les masses populaires - une fois les conditions économiques relativement stabilisées par la création de nouveaux emplois et l'amélioration générale du mode de vie - à accepter le régime d'exploitation capitaliste étatique. C'est la raison pour laquelle, depuis les mesures de juillet 1961, le régime s'est lancé dans une politique de démagogie sociale dont le but est d'obtenir l'adhésion des masses laborieuses à ces mesures qualifiées d'«anti-capitalistes». En voulant gagner leur appui passif, le régime cherche essentiellement à les amener à fournir l'effort productif nécessaire à la consolidation du système. Mais la réussite de cette politique mystificatrice et démobilisatrice exigeait le ralliement d'au moins une partie de l'intelligentsia. C'est pourquoi la section intellectuelle de la petite bourgeoisie occupera une position importante dans l'appareil du régime

dans la mesure où elle s'est laissé domestiquer. Ainsi, «le régime a pu transformer une partie d'entre elle en catégorie professionnelle «spécialisée dans la réflexion» «au service du pouvoir».

Ainsi, le régime s'assurait la paix sociale, indispensable à sa consolidation.

Les nouvelles aspirations de la bourgeoisie d'état

Comme le dit fort judicieusement Mahmoud Hussein en introduction à ce nouveau chapitre, l'ensemble des transformations précédemment décrites n'a pu se réaliser que parce qu'elles constituaient la condition nécessaire à l'ascension de l'élite petite bourgeoise s'identifiant déjà aux intérêts de classe de la bourgeoisie d'état en formation. Mais une fois qu'elle possèdera de façon hégémonique le pouvoir politique et économique, ses intérêts de classe vont se trouver profondément modifiés. A la solidarité spontanée entre ses différents éléments, l'élite petite bourgeoise et le pouvoir exécutif central, succède désormais la course aux profits individuels, la concurrence, etc... D'un coup libérés de toutes les contraintes qu'exigeait une stratégie d'ensemble face aux éléments conservateurs, les éléments de cette bourgeoisie d'état revendiquent maintenant la libération progressive de l'initiative individuelle, la levée des mesures dirigistes et de la démagogie populiste, l'extension enfin des domaines ouverts aux investissements privés.

Sur le plan économique, les aspirations de la classe dominante signifiaient donc l'arrêt de la politique d'industrialisation, une ouverture plus grande vers l'Ouest et la cessation de la tutelle du pouvoir d'Etat sur l'ensemble de la bourgeoisie d'état.

Les contradictions nouvelles entre le pouvoir et la bourgeoisie d'état

Aux nouvelles aspirations de cette bourgeoisie devenue indélogeable de cet appareil d'état dont elle ne veut plus être le simple dépositaire, l'Etat va opposer diverses formes de ré-

sistance, défendant les institutions du régime et protégeant la voie capitaliste et les intérêts d'ensemble de la bourgeoisie d'état, malgré elle.

Il s'appuiera tout d'abord sur une partie des cadres moyens formés au cours de la décennie précédente qui aspirent à leur tour à une promotion aux postes dirigeants et que les tendances conservatrices de la nouvelle classe dominante vouaient dès lors à la stagnation.

D'autre part, il s'appuiera sur la force de pression politique soviétique qui a désormais la possibilité de paralyser et de désorganiser l'économie du pays : réclamation de dettes, rappel de techniciens, arrêt brutal de l'achat de coton égyptien, etc...

Enfin, sur le plan subjectif cette fois, l'ascendant personnel de Nasser sur la plupart des éléments de cette nouvelle classe - qui se sent redevable à l'équipe nassérienne de sa situation - et le fait que celle-ci, n'étant pas unifiée politiquement et idéologiquement, ne pouvait donc se présenter en pouvoir de rechange, vont jouer en faveur de l'exécutif.

Impuissante sur le plan politique, c'est sur le plan économique que la nouvelle classe va alors exprimer la contradiction entre ses aspirations nouvelles et la politique du régime. Ne se sentant plus en sécurité, ne possédant pas d'une manière assurée les moyens de production dont ils ont la charge et ne se préoccupant plus le moins du monde du fonctionnement régulier du système économique instauré, elle va procéder de manière anarchique et irrationnelle à l'appropriation personnelle du maximum de biens de l'Etat : c'est à nouveau les scandales de marché noir, de détournements de fonds, corruption, réseaux de complicité, etc...

C'est en particulier au sein de l'armée, qui a acquis sur les affaires de l'Etat l'influence la plus grande, que s'érigent les plus importants de ces fiefs politiques et économiques,

On fera de plus en plus appel alors dans la presse officielle à de pseudo-explications invoquant l'incompétence technique et l'immoralité individuelle, de façon à masquer le seul élément véritablement en cause, à savoir l'irrationalité du fonctionnement d'un système capitaliste dont la classe dominante ne possède pas les moyens politiques de garantir ses privilèges économiques individuels.

A la fin de la période étudiée, le pouvoir d'état se retrouve donc dans une situation où le blocage de la voie capitaliste se reproduit fondamentalement de la même façon que durant les premières années. L'échec de l'industrialisation devenait chose de plus en plus évidente. L'autonomie se transformait en une dépendance de plus en plus pressante vis-à-vis de l'U.R.S.S. :

— sur le plan des exportations, l'U.R.S.S. étant le principal acheteur de coton égyptien dont les récoltes sont hypothéquées pour de nombreuses années à venir ;

— sur le plan financier, étant donné l'accroissement de la dette extérieure vis-à-vis de l'U.R.S.S. ;

— sur le plan technique enfin, l'industrie moderne égyptienne et l'armée régulière étant totalement tributaires des fournitures et des techniciens soviétiques.

Dans ces conditions, en 1965-66, la politique nassérienne ne pouvait plus s'opposer aux objectifs fondamentaux de la stratégie soviétique dans cette région du monde. Dans ce contexte nouveau créé par l'intervention soudaine de l'U.R.S.S. dans le partage du monde en zones d'influences, la stratégie américaine doit être clairement comprise : il s'agit d'étendre le plus largement possible la zone d'influence U.S. sans affronter directement l'U.R.S.S., et, plus spécialement, de sauvegarder les positions stratégiques qu'elle possède dans cette région du monde. La politique nassérienne pouvait menacer ces positions dans la mesure où elle constitue le véhicule idéal de la politique concur-

rente des dirigeants soviétiques, et non pas - comme le pensent certains naïfs - du seul fait de l'exemple nassérien, ce régime n'ayant aucune capacité propre de défier l'impérialisme U.S. au-delà de ses frontières.

C'est au travers de l'antagonisme R.A.U. - Arabie Séoudite que va se dérouler le conflit direct d'influence au sein des pays arabes, opposant l'impérialisme U.S. à la nouvelle politique soviétique. Il s'agit surtout de la guerre du Yémen où le régime nassérien va lentement s'enliser. C'est le moment que choisit également Israël pour lancer ses premières offensives : projet de détournement des eaux du Jourdain, incursions de l'armée israélienne au-delà de ses frontières, etc...

Les contradictions nouvelles entre les masses populaires et la classe dominante

Le régime n'ayant plus les moyens de camoufler ses rapports avec la classe dominante, son «système de duperie démagogique» va commencer à se désarticuler.

Déjà à la campagne, les mots d'ordre de solution locales autonomes sans attendre «les solutions d'en haut» se répandent, surtout en Basse Egypte : des groupes se constituent, des grèves de la faim publiques, des marches de protestation. La répression engendre rapidement la colère et la lutte contre la répression. A Damiette, en 1965, les autorités sont obligées de décréter la loi martiale. En 1966, c'est le village de Kamchiche qui sera le théâtre d'une lutte exemplaire des paysans groupés autour de l'intellectuel révolutionnaire Salah Hussein, dirigée contre la famille de grands propriétaires El Fekri. L'assassinat de Salah Hussein, loin de désorganiser le mouvement, ne fera qu'exacerber la haine populaire. Nasser doit se rendre personnellement à Kamchiche et promettre le châtimement des assassins : c'est la création de pseudo-comités de liquidation du féodalisme

me" dirigés par le Maréchal Amer.

En même temps, à l'occasion d'un complot éventé visant les dirigeants du pays, le régime déclenche une nouvelle répression contre la confrérie des Frères Musulmans qui lentement, à la faveur du mécontentement populaire, commence à relever la tête, pendant que les communistes égyptiens dans leur majorité décrétaient la dissolution volontaire de leurs organisations et se mettaient individuellement au service du régime. En fait, ces derniers n'ont jamais atteint un niveau d'action de masse exemplaire. Leur ligne politique, tout au long de la période étudiée, les a condamnés à demeurer une force de pression mineure à la gauche du mouvement bourgeois réformiste, alors même que le mouvement communiste avait des possibilités objectives de se développer et de canaliser les aspirations révolutionnaires des masses.

C'est à partir de 1955 - date de l'ouverture du régime vers l'Est - que la trahison devient flagrante : cessant brusquement ses attaques, purement verbales d'ailleurs, contre le régime «dictatorial» ou même «fasciste», le mouvement communiste égyptien se lance dans un soutien enthousiaste du régime. Nasser songea alors à utiliser les compétences théoriques ou organisationnelles des communistes en plaçant quelques dizaines d'entre eux dans les divers services de la presse officielle et dans l'Union Socialiste Arabe.

Ainsi disparut le mouvement communiste égyptien né de la deuxième guerre mondiale, après quelques mois de débats pseudo-théoriques où, comme le dit Mahmoud Hussein, «l'attitude des dirigeants du P. C. U. S. à l'égard du régime nassérien tint lieu d'analyse concrète de la situation égyptienne».

L'essor nouveau du Mouvement Populaire patriotique et démocratique

Nous en arrivons, à la suite de Mahmoud Hussein à Juin 67 et à la débâcle militaire.

Nous ne reviendrons pas — comme le fait l'auteur — sur les causes profondes de la défaite, les chapitres précédents ayant suffisamment mis en valeur le caractère de classe de l'armée égyptienne et l'aspect anti-populaire du régime. Dans ces conditions, la défaite face à un ennemi surarmé devenait inévitable. En aucun cas, celle-ci ne doit être imputable au peuple égyptien.

La défaite allait bouleverser cet état de choses au sein du peuple.

Le 8 juin 1967, après l'annonce officielle de l'acceptation par l'Egypte et l'U.R.S.S. du cessez-le-feu, celui-ci, rompant soudain les amarres de 15 années de répression, allait intervenir spontanément, massivement, décisivement, pour transformer de fond en comble les données de la situation politique égyptienne et arabe.

Passons rapidement sur le refus au soir du 9 juin 1967 du peuple égyptien d'accepter la démission de Nasser, refus que les apologistes du régime présentent comme un plébiscite, mais qui, en fait, n'est rien d'autre qu'un choix immédiat et sans autre alternative possible entre Zakaria Moहिeddine, représentant direct des forces occultes de l'impérialisme et symbole de la capitulation d'une part, et Nasser d'autre part considéré comme le moindre mal. «La seule forme concrète, immédiate, offerte au peuple pour exprimer son refus de la capitulation, était alors de refuser le changement de leader proposé par les forces de la capitulation».

Le mot d'ordre du 9 juin, le rappel de Nasser au pouvoir, fut donc un mot d'ordre conjoncturel.

Nasser reviendra. Il reviendra toujours le même. Mais le peuple égyptien n'est plus le même. Il lui a donné sa confiance. A partir de février 1968, il va commencer à la lui retirer.

Aussitôt rétabli à la tête de l'Etat, Nasser va en effet prendre une série de mesures en opposition totale avec les aspirations des masses égyptiennes.

nes et dans l'esprit de la politique de classe pratiquée avant juin 1967. Excepté quelques mesures d'assainissement de l'appareil d'Etat - épurations et procès - destinées à calmer le peuple, l'essentiel de la politique nassérienne va consister à réorganiser, avec l'appui, l'argent et les conseils soviétiques, les différents secteurs de l'appareil d'Etat et de l'économie de façon à ce que «chaque section de la bourgeoisie soit consolidée au sein du secteur qu'elle domine ; que, d'une part, elle lui cède le monopole de la politique et que, d'autre part, elle se charge de remettre en marche le secteur de l'Etat ou de l'économie qui dépend d'elle». D'autre part, les structures de l'Union Socialiste Arabe seront revues, afin de pouvoir désamorcer localement les énergies populaires et discipliner plus efficacement les différentes sections de la bourgeoisie dominante.

L'exigence fondamentale exprimée par le peuple égyptien au soir du 9 juin, «pas de négociation, pas de paix», sera réduite, quant à elle, à son aspect le plus formel : refus de s'asseoir publiquement à la même table que les Israéliens. En réalité, le régime prépare activement la capitulation baptisée «solution pacifique» et camouflée par des discours enflammés sur la guerre prolongée, la guerre d'épuisement, la patrie à défendre, etc... Pendant ce temps, le peuple était maintenu à l'écart de l'effort de guerre du pays.

Dans ces conditions, l'affrontement devenait inévitable. Le prétexte immédiat de la révolte sera la clémence du verdict prononcé contre les officiers directement responsables de la débâcle de l'armée en juin 1967.

La révolte aura pour théâtre principal Le Caire et ses banlieues ouvrières, Hérouan et Choubra. Bousculant les barrages établis à la hâte, les ouvriers prirent d'assaut le poste de police de Hérouan. L'immeuble du journal officieux, Al Ahram, est assiégé à son tour, ainsi que l'assemblée nationale. Très rapidement, le mouvement s'étend ; à l'Université, mee-

tings et forums se succèdent avec pour mots d'ordre «pas de clémence», «démocratie» et «dissolution de la chambre incapable». Décision est prise d'organiser une manifestation de masse : les étudiants iront accueillir les ouvriers de Hérouan venant au Caire par train. Entre temps, des grèves de solidarité sont déclenchées dans les usines. L'Université Polytechnique est occupée par ses étudiants. Le lendemain, les lycées se joignent au mouvement ; dans les rues, des barricades commencent à se dresser.

Devant l'ampleur du mouvement, Nasser décide alors de faire donner l'armée, au risque d'accroître encore la haine populaire contre elle. Finalement, l'armée aura le dessus. Mais, loin de briser le courant patriotique et démocratique de masse, ce coup d'arrêt va, en le réprimant, susciter son développement en profondeur.

Une fois la révolte provisoirement éteinte, Nasser lance un appel au peuple : c'est le Manifeste du 30 mars, par lequel il propose un programme qui sera soumis à un référendum et qui sera suivi ensuite de l'élection des organes locaux, régionaux et centraux de l'Union Socialiste Arabe. L'objectif du pouvoir est clair : réduire le besoin populaire de démocratie de masse aux dimensions d'une pantomime électorale sous la forme la plus dérisoire : un vote par oui ou par non sur une série de «promesses» sans contenu pratique.

Cependant, le pouvoir marque un net recul : il ordonne une révision du procès et accorde soudain un soutien tapageur à la résistance palestinienne.

C'est au tour de la bourgeoisie d'état de s'inquiéter ; ses porte-parole les plus occidentaux, et en premier lieu Zakaria Mohieddine, démissionnent. Pour eux, en effet, des concessions démagogiques ne peuvent qu'encourager le sentiment populaire dans la voie de la radicalisation. D'autre part, se sentant à nouveau menacée, la bourgeoisie d'état accentue sa tendance à l'appropriation personnelle des

biens de l'Etat. Le «pot-au-vin» devient institution.

Sur le plan militaire, la passivité du régime devient évidente.

Aussi, l'agression israélienne contre les installations électriques de Naga-Hammadi interviendra dans une situation d'effervescence populaire. Ce devait être le signal d'un nouvel essor du mouvement patriotique de masse égyptien.

Le prétexte immédiat de la révolte de Mansourah sera universitaire et scolaire (refus des nouvelles dispositions officielles), mais dès que le mouvement sera déclenché, les affrontements avec les services de répression cristalliseront la contradiction entre les aspirations globales des masses et la politique gouvernementale. La manifestation, à laquelle s'opposent les forces de police, se transforme rapidement en une révolte populaire avec laquelle la majorité de la population de la ville et des alentours se sent solidaire : élèves, ouvriers, paysans sans terre, chômeurs. La police débordée reçoit l'ordre d'ouvrir le feu, tuant plusieurs personnes. En un rien de temps, le commissariat sera pris d'assaut et saccagé, pendant qu'un tronçon de la manifestation se dirigeait vers l'arsenal pour s'en emparer.

Lorsque le soir les nouvelles arriveront à Alexandrie et au Caire, la colère se déchainera dans les milieux universitaires. La faculté polytechnique est occupée par ses étudiants qui y séquestrent le gouverneur de la ville. Le lendemain, toute la ville saura le comportement honteux du gouverneur pleurant de peur, implorant la pitié. La bourgeoisie égyptienne dans son ensemble ressentira la même panique que lui. Dès le samedi soir en effet, des milliers de tracts appellent à la révolte les lycéens, les étudiants et tous les habitants de la ville. La répression intérieure et la capitulation extérieure du régime y sont pour la première fois liées l'une à l'autre. Avec l'apparition des mots d'ordre «liberté» et «Nasser démis-

sion », ordre est donné de tirer à bout portant, les mitrailleuses laisseront sur les chaussées des dizaines de morts et sèmeront du coup une haine absolue où chômeurs, ouvriers, étudiants, paysans se reconnaîtront.

Cette unité, cette volonté de changement sont si puissants que la sauvagerie de la répression ne les brisera pas. La révolte du lundi 25 novem-

bre n'a pas été étouffée à coups de feu. Elle s'est tue, à la tombée de la nuit, parce qu'il n'existait aucune organisation révolutionnaire conséquente qui put la mener plus loin. « Il n'y a pas eu de défaite populaire. Simple-ment le volcan de 3 jours, à bout de souffle, a ravalé sa flamme qui va s'épancher dans les profondeurs, cher-
chant le moment et le lieu de jaillir à nouveau ».

C'est une note d'espoir, d'optimisme et la réaffirmation de l'impératif de l'heure des masses arabes - la création du cadre révolutionnaire seul capable de faire déboucher les luttes populaires sur le pouvoir du peuple - qui met fin à l'analyse magistrale de Mahmoud Hussein sur la lutte des classes en Egypte de 1945 à 1968.

EDITIONS ATLANTES

Casablanca

Paraîtront bientôt

20

Hommes sous linceul de silence

De Tahar Benjelloun

(Collection Poètes Maghrébins)

الغنى في الدماغ

مجموعة قصصية

أحمد المديني



action

idéologique

NOUS ET LA FRANCOPHONIE

Voilà un nouveau dossier que l'équipe de SOUFFLES soumet à la réflexion et l'action de tous.

Pourquoi la Francophonie ?

21

En mars 1970, à la 2^e conférence de Niamey des Etats francophones, 14 pays africains (1) ont signé la convention portant création de l'Agence de Coopération francophone, en plus de la France, Luxembourg, Canada, Monaco, Ile Maurice, et Vietnam du Sud.

D'autres pays africains entretiennent depuis toujours des relations avec les multiples institutions de la francophonie (voir plus loin les institutions de la francophonie).

L'idée d'une communauté francophone avait fait son chemin depuis les années soixante. Depuis 1962, elle avait trouvé en la personne de deux chefs d'état arabe et africain des animateurs énergiques. Dès lors, il ne se passa pas une année sans qu'un nouveau jalon soit posé en vue d'institutionnaliser la francophonie.

— 1966. Tananarive. Projet de la communauté francophone dans le cadre d'une réunion de l'O.C.A.M.

— 1967. Création à Paris de l'Association de Solidarité francophone.

— 1968. Création à Paris du Conseil International de la langue française.

(1) Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Mali, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie.

Réunion à Bruxelles des parlementaires de langue française.

Réunion à **Tunis** du premier congrès de la jeunesse française.

— 1969. Conférence des ministres de l'éducation francophones à Kinshasa.
Première conférence de Niamey des Etats francophones (2).

— 1970. Création à Niamey de l'agence de coopération culturelle et technique des pays francophones.

Le président guinéen Sékou Touré a été un des rares chefs d'état africains à avoir dénoncé cette escalade de la francophonie en déclarant qu'il s'agissait d'une « tentative de trahison des intérêts africains trahissant la vieille volonté de maintenir dans l'exploitation les pays qui veulent se libérer de la colonisation » (3).

Nous n'abordons pas, quant à nous, ce sujet parce qu'il faut se prononcer sur « les problèmes de l'heure ». L'année qui est en train de s'écouler a vu se dérouler au Maroc des luttes estudiantines et lycéennes capitales quant au contenu des remises en question et des dénonciations qui les motivaient. S'il est une caractéristique importante de ces luttes qu'on peut relever, c'est bien le contenu culturel avec tout ce que ce mot entraîne aujourd'hui pour nous comme prolongements idéologiques de combat.

Jamais, autant que dans ces luttes, les mystifications de la francophonie ne sont apparues aussi claires, jamais la revendication d'un enseignement et d'une culture arabes populaires et de libération n'a été formulée avec autant d'insistance et de décision. Parallèlement, la menace de la francophonie n'a jamais paru aussi manifeste et sa signification aussi politique que depuis l'orientation nouvelle de la stratégie impérialiste vis-à-vis de la nation arabe.

C'est à ces titres divers que nous avons jugé nécessaire d'ouvrir ce dossier en apportant quelques éléments de réflexion qui, nous l'espérons, amèneront un débat collectif.

SOUFFLES

(2) Renseignements d'après un document paru dans le journal "Le Monde", 14-15 juin 1970.

(3) Op. cit.

francophonie et néo-colonialisme

par hassan benaddi

Les derniers bouleversements dans le rapport des forces entre les mouvements révolutionnaires et la réaction mondiale ont eu pour conséquence bien des révisions dans bien des stratégies. Contentons-nous de relever, à cet égard, que l'enlisement grandissant de l'impérialisme américain semble ouvrir de nouveaux horizons et réveiller de nouveaux appétits chez l'impérialisme français. Ce qui risque de se traduire par des changements d'attitudes ou d'orientations de certains pouvoirs réactionnaires des pays du Tiers-Monde, qui peuvent voir en la France un allié plus intelligent et moins scandaleux. Surtout dans certaines ex-colonies françaises, il semble que l'heure des grandes retrouvailles ait sonné. Le grand tapage qu'on fait depuis quelque temps autour de la Francophonie s'inscrit dans cette optique.

Nous essaierons dans le présent article d'examiner les différents aspects du problème que pose l'appel de certains à la Francophonie. Nous nous situerons aux niveaux politique, économique, linguistique et culturel, tout en tenant bien sûr compte de leur recoupement (1). Tout cela, pour démontrer que la Francophonie n'est qu'un des aspects que revêt l'exploitation néo-coloniale, sans oublier bien sûr, en conclusion, d'esquisser la voie juste pour une véritable indépendance.

D'après la définition de G. de Bosschère, le néo-colonialisme est «un travestissement de l'attitude traditionnelle du colonisateur, l'évolution superficielle de son comportement à l'égard du colonisé ou de l'ex-colonisé, dictée par le souci de l'assujettir par d'autres moyens, non moins efficaces mais plus souples, de le retenir cap-

tif dans d'autres liens généralement plus subtils». Parmi ces liens, le lien culturel et linguistique est l'un des plus forts. La confection de pseudo-élites absolument assimilées et onbicalement liées (économiquement) à la France dans toutes les ex-colonies constitue pour cette dernière un grand atout dans la lutte contre son éviction par l'impérialisme américain. Cette entreprise commencée depuis l'ère coloniale et prolongée au-delà des «indépendances» n'a pas déçu les espoirs de la métropole. Parmi «ces beaux produits de la civilisation occidentale», la France trouve aujourd'hui d'innombrables supporters qui applaudissent chaleureusement les développements sur le lac de Paix et la bienveillance de la politique française dans le monde arabe.

Il n'est donc pas besoin de s'étendre sur la nature de la démarche de l'ex-métropole dont la volonté d'assistance aux «pays Jeunes» et la «générosité naturelle» ne trompent que le coopérant naïf. Une simple association d'idées nous fait évoquer cette description du colonialisme naïf : «ce phénomène qui pousse même dans les plates-bandes de la gauche où l'on entend si fréquemment évoquer les périls de l'indépendance quand il s'agit de celle des peuples colonisés». Souvenons-nous à cet égard des réactions que provoquèrent les premières manifestations du nationalisme algérien et des positions du P.C.F. d'alors.

Mais passons. Contrairement à ce qu'affirme Guy de Bosschère, qui écrit dans l'article que nous venons de citer : «Qu'au sein du Tiers-Monde se lèvent à leur tour et à l'exemple de Frantz Fanon des hommes justes, pour dire à ceux que le néo-colonialisme a séduits, le tort irréparable qu'ils causent à leurs peuples. Mais il fal-

lait qu'auparavant, le séducteur fût jugé et condamné», nous pensons qu'il revient à chacun de s'occuper des siens.

Ce sont les agissements de ceux qui furent «séduits» que nous nous proposons de stigmatiser.

Essayons donc d'analyser les arguments de ceux qui brandissent chez nous le drapeau de la francophonie. Nous en distinguerons deux catégories et notre objectif sera de déranger le sommeil naïf des uns et de dénoncer les manœuvres machiavéliques des autres.

Certains soutiennent, en toute bonne conscience, que la langue n'est qu'un instrument. Cette affirmation, tout en éludant le problème de l'aliénation linguistique, contredit une vérité établie par les recherches de plusieurs linguistes. D'autre part, si elle part d'une formule consciemment métaphorique chez les spécialistes, elle devient essentiellement idéologique du moment que la métaphore cesse d'être considérée comme telle. Le langage n'est qu'un instrument de communication, disent-ils. Puis, faisant un saut, on ne sait comment ils en arrivent à dire que les langues sont interchangeables et partant, pour des raisons économiques ou socio-politiques (rattraper le retard technologique), ils préconisent l'adoption d'une langue étrangère. Après tout, ne nous polarisons pas sur un faux problème, s'écrient ces messieurs, la langue n'est qu'un instrument comme un autre. Nous demandons à ces hommes de bonne volonté d'en avoir suffisamment pour lire ceci : «Certes, il est pour une large part métaphorique, écrit F. François, de définir la langue comme

(1) Il ne s'agit dans cet article que de quelques indications qui méritent d'être plus amplement développées et discutées

un instrument. D'abord parce que la langue a beaucoup plus d'utilisations que n'en a un instrument. A tel point qu'une des caractéristiques qui opposent les langues aux autres systèmes de signes est leur caractère universel: **il n'y a rien qui ne puisse être dit en quelque langue que ce soit** ... Ensuite, le langage n'est pas à notre disposition comme un instrument est censé l'être. En particulier, étant donné que la première langue est uniformément apprise dès la première enfance en même temps qu'une certaine organisation du réel, on peut se demander s'il ne faut pas préférer l'image de lunettes déformantes à celle de simple instrument». (La description linguistique in *Le Langage. La Pléiade*).

Il apparaît de ce qui vient d'être dit que la langue est le véritable support d'une personnalité collective.

L'organisation du réel, n'étant jamais une entreprise solitaire, s'opère dans et par la langue. Et comme bien sûr, cette entreprise réagit dialectiquement sur le sujet, il en va de toute sa pensée et de toute sa sensibilité. Le drame des enfants forcés à apprendre une langue étrangère dès la plus tendre enfance témoigne de toutes les perturbations qui peuvent affecter le processus de structuration du Moi.

Ceci étant, car le processus d'acquisition d'une langue maternelle est bien spécifique. Il s'opère toujours à travers l'expérience directe, la situation vécue de façon immédiate. Par contre, dans celui de l'apprentissage d'une langue étrangère, il y a toujours une médiatisation de l'expérience par la création de situations artificielles.

La langue maternelle plonge l'individu dans la sève de sa propre culture. La langue étrangère, quand elle s'impose aux dépens de celle-ci, procure une participation altérée à une culture étrangère. Nous voilà donc bien loin de l'innocente neutralité du simple instrument de communication.

Cependant, ces messieurs de bonne volonté sont trop soucieux de la si-

tuation alarmante du pays pour que ces quelques inconvénients psychoculturels les fassent reculer. Le français est la langue des sciences et des techniques. Nous leur démontrons plus loin qu'ils sont frappés d'amnésie. Contentons-nous pour le moment de leur dire que la formation d'une élite de techniciens ne peut pas plus résoudre les problèmes économiques d'un pays qu'une bonne dentition ne garantit la bonne digestion. Car les techniques sont exactement comme un aliment que toute la société est appelée à digérer et à assimiler. Et pour ce faire, elle a essentiellement besoin de liberté. Une société réprimée n'assimile pas plus qu'elle ne crée et produit. Tranquillisez-vous donc, messieurs, il n'y a point de retard technologique à rattraper, mais il y a une liberté à conquérir et ceci n'est point votre affaire. C'est dans le processus de libération des couches laborieuses que les techniques s'assimilent ou se créent. Tout le reste n'est que bavardage de technocrates! Ceci soit dit pour la fine fleur de nos jeunes cadres dont la bonne volonté aveugle n'est que pour faire le jeu des machiavels.

Ces derniers en effet, reprennent tous ces arguments sans se préoccuper de faire le même effort sincère, mais combien erroné, pour le démontrer. Ils font plus. Une véritable croisade contre la langue nationale est entreprise. Et voilà que l'oubli simulé vient trôner majestueusement sur l'amnésie que nous avons signalée plus haut : l'arabe n'est pas langue de science : Khawarizmi, Ibn Sina, Ibn Khaldoun n'ont jamais existé. Cette langue du Coran ne peut exprimer que la mendicité des poètes de palais. Un jeune candidat au doctorat (conseillé par ses maîtres de Sorbonne, bien sûr!) se proposait de le démontrer. L'arabe ne possède pas le verbe être : même la philosophie moderne serait inconcevable ici. Comment peut-on rendre le cogito dans cette langue morte ? Une langue qui remplace l'Etre statique par le devenir est vraiment une langue déficiente aux yeux de l'idéalisme rétrograde des

sorbonnicards qui conseillaient notre futur docteur ~~en~~ mystification.

Mais venons-en au fond du problème. Nous disons que la francophonie constitue une pièce maîtresse dans la stratégie néo-coloniale. Si nous nous sommes attardés à discuter un certain nombre d'arguments, ce n'est pas parce que nous les prenions au sérieux, mais uniquement pour éviter que d'autres ne s'y laissent prendre. Quant à nous, de par notre expérience de colonisés, nous avons appris à distinguer derrière les sermons sacrosaints ou les « analyses objectives » les véritables intentions de l'ennemi: Francophonie pour nous va tout naturellement avec Lac de Paix et Marché Commun ; la somme signifiant la résurrection de l'Empire français. Par conséquent, seuls peuvent prêcher cette « acculturation forcée », comme diraient certains missionnaires, ceux qui sont intimement liés au néo-colonialisme ou ceux qui déjà tirent de l'usage de la langue française des avantages bureaucratiques. Préconiser la francophonie dans le cadre d'un enseignement de classe destiné à former une élite de technocrates, c'est vouloir tout simplement perpétuer le système de relais de domination entre l'ancienne métropole et les peuples exploités. Ici, la langue s'intègre tour à tour à l'infrastructure et à la superstructure. Quand Staline affirmait le contraire, ses propos portaient sur le cas d'une langue nationale. Les choses sont bien différentes dans un contexte néo-colonial. Cependant, le même Staline n'a pas manqué de souligner que, quand une langue devient une langue d'une classe exclusivement, elle dégénère en jargon : ce qui s'applique parfaitement au français chez nous. Aux yeux du paysan marocain par exemple, ce que baragouinent deux jeunes enquêteurs est à la fois source d'inquiétude et d'émerveillement : il s'émerveille parce que ce verbe incompréhensible procure le pouvoir, mais s'inquiète parce que ce pouvoir ne lui est jamais favorable. Le francophone devient donc une sorte de sorcier détenant un pouvoir dont la nature, après quinze années d'ex-



périence, s'est révélée plus maléfique qu'autre chose.

La francophonie donc ne peut s'inscrire que dans une politique anti-démocratique. Elle est non-sens dans le cadre d'une orientation de masse parce qu'elle signifierait assimilation pure et simple de tout un peuple.

La seule voie juste est la promotion de la langue nationale, ce qui ne peut se faire que dans le cadre d'une distribution démocratique du savoir. Une arabisation d'élite, telle qu'elle est préconisée par notre chétive bourgeoisie locale (nous écartons volontairement le concept de bourgeoisie nationale) (2), ne résout en rien nos problèmes. Car si nous disons non à la Francophonie, c'est essentiellement au nom de notre unité culturelle. Cette unité culturelle ne peut émerger que d'un processus de libération à

travers un combat populaire qui s'inscrit tout normalement dans le processus arabe global. Notre arabisme à son tour n'est pas chauvinisme, mais condition nécessaire de toute libération véritable. Nous affirmons cela tout en sachant que nous continuons toujours à être ces hommes dont parlait Fanon en ces termes : «Parce qu'ils se rendent compte qu'ils sont en train de se perdre, donc d'être perdus pour leur peuple, ces hommes, la rage au cœur et le cerveau fou, s'acharnent à reprendre contact avec la sève la plus ancienne et la plus anté-coloniale de leur peuple». Si nous avons trouvé notre identité dans l'arabisme, nous savons que c'est là aussi notre destin qui se forge à travers la même lutte contre le même ennemi impérialo-sioniste. C'est cette lutte de surcroît qui nous ouvre des horizons plus larges : la revendication de notre

spécificité arabe est la première pierre que nous proposons comme participation à la construction d'un internationalisme authentique.

Après cela, clamons-le encore : nous sommes contre la Francophonie et seuls les messieurs Jourdain du néo-colonialisme oseront désormais nous traiter de francophobes.

(2) Nous ne pouvons parler de bourgeoisie nationale, celle-ci étant incapable d'assumer le destin national. Tout en réservant cette question à un débat ultérieur, nous citons à titre d'exemple un organe de la presse bourgeoise (Al Alam At-Taqafi) qui, comme la page littéraire du quotidien Al Alam d'ailleurs, assure à la pénétration culturelle occidentale-bourgeoise une excellente voie d'infiltration : nous y trouvons tous les débris de l'existentialisme sartrien, de l'absurde camusien, bien traduits et mal digérés. Les responsables de ces organes ne semblent relever aucune contradiction entre cette idéologie et le lyrisme nationaliste dont ils ne cessent de nous gratifier.